

Crise de la communication et communication de crise face  
au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.

# Communication en Question

www.comenquestion.com

n° 21, Juin / Juillet 2025

ISSN : 2306 - 5184

---

**Crise de la communication et  
communication de crise face au défi du  
vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.**

*Communication crisis and crisis communication in the face  
of the challenge of coexistence in the ECOWAS region.*

---

100

---

**ZAHOULI Bi Irié Vincent**  
**Enseignant-Chercheur**

Université Félix Houphouët-Boigny

Email: [irievinc22@gmail.com](mailto:irievinc22@gmail.com)

### Résumé

La présente étude propose d'analyser la communication de crise entre l'instance dirigeante de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Alliance des États du Sahel (AES). Elle s'enchaîne dans le champ de la communication des organisations. La grille de lecture retenue est relative à une analyse des interactions discursives entre les actants ou parties-prenantes de ladite crise. Cette méthodologie a pour but de situer les registres dans lesquels chaque entité se positionne dans le champ de l'espace politico-médiatique. S'appuyant sur la théorie de l'agir communicationnel qui entrevoit « *la présence de personnes faisant un usage public de leur raison sur l'espace public* », il a été démontré que, sensée prôner la solidarité et l'assistance de ses membres, la CEDEAO est accusée de passivité dans la gestion de la crise sécuritaire qui trouble la quiétude de l'AES. Entre prises de position injonctive, menaces et sanctions, le poids de l'action de l'institution a tendance à peser plus pour un retour à l'ordre politique civil qu'à une décision audacieuse à endiguer le terrorisme. En revanche, La rupture du dialogue entre la coalition des trois états et la CEDEAO procède dès lors du durcissement des positions qui n'ont pu s'aligner sur les principes de dialogue de l'institution actés depuis sa création.

**Mots-clés :** Crise de la communication ; Communication de crise ; Vivre-ensemble ; CEDEAO.

### Abstract

This study aims to analyse crisis communication between the governing body of the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Alliance of Sahel States (AES). It falls within the field of organizational communication. The chosen framework is based on an analysis of the discursive interactions between the actors or stakeholders in the crisis. The aim of this methodology is to identify the positions taken by each entity in the political and media arena. Based on the theory of communicative action, which envisages "the presence of people making public use of their reason in the public sphere," it has been shown that, despite advocating solidarity and assistance among its members, ECOWAS is accused of passivity in managing the security crisis that is disrupting the peace of the AES. Between injunctive positions, threats, and sanctions, the weight of the institution's action tends to lean more toward a return to civil political order than toward a bold decision to stem terrorism. On the other hand, the breakdown in dialogue between the coalition of three states and ECOWAS stems from the hardening of positions that have failed to align with the principles of dialogue established by the institution since its creation.

**Keywords:** Communication crisis; Crisis communication; Living together; ECOWAS.

## **Introduction**

La présente étude n'a pas pour objectif de nier à la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ses succès (Olakunle, 2010, p10) en matière d'intégration sociale et économique sous-régionale depuis sa création, encore moins ses efforts pour la création de conditions de bon voisinage et de vivre-ensemble. L'espace CEDEAO couvre une superficie de 5.2 millions de km<sup>2</sup> et regroupe les États membres suivants : le Bénin, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo. Par ailleurs, cet ensemble géographique entretient des relations de coopération avec d'autres ensembles géographiques formellement constitués. Cette réflexion fait une incursion au cœur de l'environnement conflictuel présent pour questionner les interactions discursives entre les parties-prenantes et caractérisées par une guéguerre de tranchée qui semble ne point donner la chance au compromis en fragilisant davantage la paix sociale dans la région.

Depuis quelques années, une crise sécuritaire et politique s'est enlisée en Afrique de l'Ouest. Celle-ci s'illustre à travers un nouveau type de guerre asymétrique qu'est le terrorisme jihadiste. Les principaux théâtres de ces conflagrations violentes sont principalement les pays du Sahel faisant partie de l'organisation mise sur les fonts baptismaux en 1977. L'enlisement du terrorisme dans cette partie de l'Afrique induit alors des crises politiques successives faites de soulèvements populaires et de coups d'état militaire à répétition (Bamaze N'gani, 2024) dans la région au point que l'organisation régionale sensée prôner la solidarité et l'intégration semble être dans l'incapacité de, non seulement se mobiliser contre le terrorisme, mais d'endiguer les instabilités politiques qui en sont les corollaires.

Du Nigéria au Niger en passant par le Mali et le Burkina Faso, la CEDEAO n'a pu en effet apporter réponse adéquate aux différentes crises socio-politiques nées sur fond de non règlement de la question du terrorisme et de soupçon d'ingérence étrangère tant régionale qu'internationale. A cela faut-il ajouter la crise dite des 49 soldats détenus au Mali sur le soupçon d'intervention. Ainsi, de la CEDEAO des peuples sensée se construire sur le compromis pour une intégration achevée, il se présente une situation de compromission de l'instance régionale. Le problème réside dans le fait que les prises de position de la CEDEAO sont hasardeuses, inadéquates, non opérationnelles et mal coordonnées en matière de

gestion de crise par voie de communication et de dialogue. Mieux, ce sont toujours les canaux informationnels occidentaux sur lesquels pèsent des soupçons de partialité dans le traitement de l'information qui prennent les devants.

Dès lors, pourquoi la CEDEAO bascule-t-elle dans la compromission et non le compromis à travers ses prises de parole ? Quelles sont les faiblesses du système de communication de la CEDEAO ?

Nous partons du postulat selon lequel la CEDEAO n'a pas de plan de communication de crise préétablie, ce qui induit la compromission. Par ailleurs, les prises de parole restent plus injonctives qu'inclusives, c'est-à-dire non fondées sur les principes de la communication. Au regard de ces postulats, l'objectif général de cette étude est d'analyser la politique de communication de la CEDEAO pour gérer la crise.

De cet objectif général, nous avons dégagé les objectifs secondaires suivants :

- Identifier les facteurs de ce biais dans la communication de crise
- Montrer l'impact de ce biais sur le vivre-ensemble sous-régional.

Pour trouver des réponses aux préoccupations que pose l'étude, trois schèmes d'explication vont nous guider. Le premier schéma se bornera à délimiter le cadre de références théoriques et méthodologiques. Ensuite, la deuxième piste d'épuration des questions soulevées va déboucher sur les résultats obtenus, à travers l'analyse des tandis que la dernière partie va discuter ces résultats en n'omettant pas de dégager la portée théorique de l'étude.

## **1.- Approches théoriques et méthodologiques**

### **1.1.- Définition des notions de « crise de la communication » et « communication de crise »**

La dichotomie « Crise de la communication » et « communication de crise » semble désormais faire l'apanage de conflits protéiformes dans les États et s'enchâssent dans la communication internationale. Ainsi, et depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, une littérature riche et variée est soit en quête

## **Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.**

d'intellection, soit en quête de proposition de pistes de solution qu'il y a lieu de revisiter ici.

### **1.1.1.- Crise de la communication**

Selon le philosophe Serres (2013), une crise est un passage entre l'ordre et le désordre. Généralement, une crise est perçue comme « *un événement inattendu mettant en péril la réputation et le fonctionnement d'une organisation* » (1992, p.72). Une crise s'avère être, selon Libaert et Westphalen « *un changement soudain et brutal entre deux états, qui provoque une rupture d'équilibre : phénomène grave, mais néanmoins normal, il vient perturber le fonctionnement d'une organisation, en altérer le cours* » (2012, p.63.) En d'autres termes, on peut entendre par crise un temps fort où les difficultés économiques, politiques, idéologiques sont ressenties comme paroxystiques et au cours duquel on est mis en demeure de résoudre de nombreuses contradictions. La crise se caractérise par la situation d'urgence, la déstabilisation des enjeux vitaux, une irruption de demande de communication pressante adressée à une organisation, une entreprise, etc. (une série de questions à l'organisation), une sollicitation accrue de réponses et de demandes de justifications, d'explications, un dérèglement du mode de fonctionnement.

104

Dans le contexte de la crise dans l'espace géopolitique et économique de la CEDEAO, un cadre formel de coordination pour apporter des réponses aux préoccupations devrait être mis en place afin de rassurer les différentes parties-prenantes. Il s'agit en effet d'une cellule d'analyse et de gestion des crises susceptibles ou potentielles en lien avec la fragilité des systèmes politiques des états membre de l'organisation. Au lieu de cela, que ce soit au Mali, au Burkina ou encore au Niger, l'on assiste plutôt à une escalade discursive empreinte de menace pour les uns et de défiance pour les autres entre les instances dirigeantes de la CEDEAO et les nouvelles autorités des pays cités. Dès lors, une crise va se superposer à la crise là où une communication de crise devrait s'imposer en vertu des valeurs que prône l'organisation sous-régionale. Cette escalade verbale est caractérisée par une joute oratoire où chacune des parties va faire fi de tout protocole diplomatique en donnant libre cours aux déclarations en tout genre. C'est ce qui consacre la crise de la communication.

### **1.1.2.- Communication de crise**

La communication de crise s'inscrit dans un processus d'innovation en termes d'anticipation et de gestion stratégique des

organisations et constitue un défi important pour tout dirigeant d'organisation devant faire face à des réalités mondaines. Balle et al. (2006, p.84), soutiennent que « *la communication de crise est un ensemble de dispositifs de communication mis en place pour répondre à un retournement brutal de l'opinion, souvent relayé et renforcé par les médias à l'égard de l'image d'une entreprise ou d'une institution* ». Il s'agit de l'adoption d'un ensemble de bonnes attitudes de communication.

Le discours sur le concept de crise se focalise d'une part sur la communication et, d'autre part, sur la préparation par simulations avec une cellule *ad hoc* et un retour d'expérience, version « *corporate* ». Cette préparation vise à faire acquérir aux dirigeants le réflexe idoine pendant la période critique, réflexe nécessaire pour ne pas se laisser submerger par la crise, puis pour engager une réflexion sur la riposte et pouvoir enfin conduire l'action à l'image des entreprises privées où cela est une tradition impérative. Sans apprentissage réitéré, il est hautement improbable que l'on puisse réunir les capacités indispensables. Communication et simulation sont étroitement liées. La communication de crise relève en effet de la problématique du discours improvisé pour lequel « *le naturel, ça se travaille* » selon une perception répandue chez les professionnels de la communication des organisations et de prise de parole en public. Et s'il est vrai que parler est un sport dont d'aucuns se demandent s'il équivaut à « marcher devant soi, il requiert un entraînement, et ce, à bien plus forte raison sous l'empire de l'urgence, de la déstabilisation, d'enjeux vitaux, dans un contexte où, en outre, tout ce qui pourrait être mal interprété ne manquera pas de l'être.

La gestion des crises concerne des faits précis, qui ont lieu, à propos desquels la responsabilité d'une ou plusieurs organisations, peut être éventuellement mise en jeu, les accusations proférées à l'égard des organisations relèvent davantage de la divulgation de comportements que l'on attribue à tort ou à raison aux organisations et que ces dernières préféreraient ne pas faire apparaître sur la scène publique. Toutefois, puisque la crise politique qui s'enlise au Sahel est induite par le terrorisme international et ne laisse la communauté internationale et ses médias indifférente, le discours contextuel va dès lors s'inscrire dans la communication internationale.

## **1.2.- Les médias dans la crise et la crise dans les médias**

### **1.2.1.- Les médias dans la crise : de l'Intellection d'une crise sous-régionale ouest-africaine ayant pour vecteur les médias**

## Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.

Si les facteurs de conflictualité et de crises en Afrique sont divers (tensions sociales, ethniques et religieuses), aujourd'hui, le contexte d'incertitudes politiques et de dégradation sécuritaire qui prévaut et qui s'enlise dans le Sahel et dans l'espace CEDEAO est devenu crucial et préoccupante pour l'ensemble de la région. Pour Ould Mohamedou<sup>1</sup> (2017, p.290), cet état de fait est le résultat de trois vecteurs d'instabilité :

« le terrorisme transnational ganstéro-religieux d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et ses avatars depuis 2005, les soubresauts sécuritaires de la révolution libyenne depuis 2011 et la crise malienne, occasionnée à la fois par la rébellion touarègue et le coup d'État du 22 mars 2012, suivis de l'interventionnisme militaire française en janvier 2013. [...] en raison de la montée de l'insécurité, dans la région celle-ci est consacrée, politiquement et médiatiquement comme zone crisogène. »

106

L'une des recherches endogènes de solution a été la création du G5 sahel par les Etats menacés par l'islamisme en 2014. Celui-ci regroupe la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. Du fait de l'incapacité des forces françaises et ouest-africaines de la CEDEAO à endiguer le premier facteur relevé par Ould Mohamedou, les gouvernements élus sont successivement renversés par des coups d'états militaires dans un contexte de soulèvement populaire sur fond de sentiment anti-français à tort ou à raison, de connivence avec l'ennemi terroriste, de passivité et d'inaction de la CEDEAO et une crise ouverte entre la Côte-d'Ivoire et le trio de l'Alliance des Etats du Sahel AES que forment le Mali, le Burkina Faso et plus récemment le Niger.

Dès lors, même si la question de l'islamisme terroriste était traitée dans les médias, sa mutation en crise politique nourrit désormais les débats médiatiques à partir du moment où les fondamentaux démocratiques seront éprouvés dans les pays concernés. C'est ce qui corrobore l'observation de Ould Mohamedou, celle de l'identification de cette région comme crisogène. Si pour Rieffel (2005, p. 107), « *les conflits armés constituent sans nul doute un terrain d'étude particulièrement propice pour évaluer le rôle*

---

<sup>1</sup> directeur adjoint du Geneva Centre for Security Policy et professeur associé à l'institut de hautes études internationales et du développement à Genève, auteur de *Le Sahel : quels enjeux politiques et sécuritaires ?*

*des médias dans nos sociétés* », les questions du respect de l'ordre démocratique intéressent encore plus les médias occidentaux. L'expérience de ces vingt dernières années démontre une intrusion flagrante des médias occidentaux, français en particulier, dans la gouvernance démocratique, « de leur zone dite d'influence ».

Dans une étude, Robinet (2013, p ;96) montre :

« ... qu'en temps de crise, l'intensification de la couverture médiatique va souvent de pair avec la dramatisation et la valorisation du rôle de la France dans un contexte de production de l'information marqué par une forte porosité des discours médiatiques aux discours produits par les responsables politiques et militaires français. »

Dans un tel contexte, Bogui et Agbobli (2017, p.26)., à la suite de Robinet, soutiennent que « *les dénonciations des crimes dits contre l'humanité sont souvent faites de façon partielle avec plus ou moins de véhémence selon les rapports qu'entretient le régime en place ou certains belligérants avec les grandes puissances* » Pour étayer leur observation, les deux auteurs s'appuient sur Chomsky et McChesney, (2004), Halimi et Vidal (2006), Chomsky et Herman (2009) qui dénoncent selon eux, « *la sensibilité sélective dont feraient preuve les médias pendant les périodes de conflits qui coïncide le plus souvent avec celle des dirigeants des pays dont ils sont issus* ». A titre d'illustration, le regard des médias français sur les nouveaux dirigeants tchadiens, gabonais et guinéens reste différent de celui porté sur les dirigeants de l'AES.

### **1.2.2.- De l'impasse de la communication internationale inter-ouest-africaine en période de crise**

La communication internationale dans la forme, se veut transversale aux territoires. C'est ce qui fait dire à Maletzle (1974, p.478) que « *la communication internationale a lieu à l'échelle des pays ou des nations, c'est-à-dire à travers les frontières* ». Nous souscrivons à cette pensée dans la mesure où, le présent sujet aborde la question de transversalité de la communication ayant pour but la coopération et l'intégration.

Pour Bouchard et al. (2019, p.16) :

« la communication internationale se réfère aux processus communicationnels caractérisant les interactions, les relations et les échanges entre les acteurs de la communication, en contextes

## **Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.**

interculturels et internationaux. Elle porte sur les enjeux caractérisant l'espace communicationnel, commun et partagé, qui résulte et participe à la rencontre avec, entre et agissant sur les acteurs de la communication (individus, groupes, États, régions du monde, mouvements transnationaux et acteurs non étatiques ».

Ainsi, Hsab et Stoiciu (2011, p.11) précisent que « *la dimension communicationnelle internationale, quant à elle, s'applique à mieux comprendre les « situations de communication, qui, à différents niveaux, mettent en contact des cadres étatiques distincts, des relations entre nations* ». En effet, après avoir été exclu de la gestion de leurs propres affaires pendant la période coloniale, les Africains ont pris l'initiative politique de parler en leur propre nom dans le concert des nations. Ainsi, à l'échelle régionale, la CEDEAO est pour la première fois intervenue militairement dans un de ses pays membres, le Libéria dans les années 90. Cependant, très tôt, l'organisation connaît des problèmes de leadership interne avec notamment le Nigeria qui se positionne en leader doublé de l'incapacité de l'organisation à fédérer efficacement les forces afin de parler d'une même voix ainsi que l'omerta sur les tripatouillages de constitution et autres coups d'état dans certains pays membres. C'est pourquoi, la diplomatie sous-régionale n'arrive toujours pas à non seulement anticiper sur la prévention des crises, mais aussi sur leur gestion. D'ailleurs, depuis l'éclatement de la crise, c'est la France qui la première a fait face à travers son opération SERVAL en 2013 puis BARKHANE avec l'appui de troupe de la CEDEAO et surtout du Tchad. (Pourtier et al., 2017).

108

### **2.- La théorie de l'agir communicationnel (TAC) de Habermas**

Selon Habermas (1962), l'espace public est le lieu où se forme une norme légitime car fondée sur une raison intersubjective. Il est caractérisé par « *la présence de personnes privées faisant un usage public de leur raison* » (Habermas (1988, p.324). La présence de ces personnes est caractérisée par la discussion et l'échange communicationnel qu'Habermas pose comme étant les éléments déterminants dans le mode d'organisation politique d'une société. Pour lui, le principe de l'initiative politique réside dans l'univers social, par le biais des échanges entre les différents acteurs sociaux. Habermas considère que la pratique de la raison doit être mobilisée pour remettre en question les idées reçues ; au sens kantien, il s'agit de réfléchir sur la pratique de la raison elle-même et sur ses limites ; au sens marxiste, il faut prendre conscience d'une situation pour s'en

libérer, une tension existante entre aliénation et émancipation. La communication de crise suggère dès lors une altérité consacrée qui vise à délibérer dans le sens de la co-construction du sens, et donc de l'entente entre parties-prenante en proscrivant l'exclusion. Nous pensons qu'au regard de cette posture théorique, notre étude y trouve toute sa légitimité dans son analyse.

### 3.- Démarche méthodologique

La méthodologie retenue est l'analyse documentaire matérialisée par l'analyse du discours d'un ensemble de discours des mandants de la CEDEAO et des porte-paroles des États impactés par la crise. Ainsi, le corpus de l'étude est d'une série de discours des protagonistes de la crise enregistrés à la date dès l'éclatement de la crise. Justifier le choix de ces documents. La taille du corpus est de quatre (4) documents publiés dans les supports en ligne et deux 2 documents filmiques.

La grille de lecture est relative à une analyse des interactions discursives entre les actants ou parties-prenantes de ladite crise. Elle doit situer les registres dans lesquels chaque entité se positionne dans le champ de l'espace politico-médiatique à travers une série de discours médiatiques colligés.

**Tableau 1.** Corpus de l'étude

n	Titre du support	Titre de l'article	Date de publication	Lien
1	<i>Le Journal du dimanche</i>	Ouattara : "L'intervention militaire est inévitable" au Mali	24/01/202	<a href="https://www.lejdd.fr/International/Ouattara-L-intervention-militaire-est-inevitable-au-Mali-536182-3211124">https://www.lejdd.fr/International/Ouattara-L-intervention-militaire-est-inevitable-au-Mali-536182-3211124</a>
2	<i>BF1 Télévision Youtube</i>	Discours du capitaine Ibrahim Traoré au premier sommet de l'AES	6/06/2024	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=rDbM43grR7w&amp;pp=0gcJCa0JAYcqIYzv">https://www.youtube.com/watch?v=rDbM43grR7w&amp;pp=0gcJCa0JAYcqIYzv</a>
3	<i>Lemonde.fr</i>	Rupture entre l'AES et la Cedeao : un départ en forme de faux-semblant	17/12/2024	<a href="https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/12/17/rupture-entre-l-aes-et-la-cedeao-un-depart-en-forme-de-faux-semblant_6453708_3212.html">https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/12/17/rupture-entre-l-aes-et-la-cedeao-un-depart-en-forme-de-faux-semblant_6453708_3212.html</a>
4		Vers un divorce « à la carte »		<a href="https://www.jeuneafrique.com/1640715/politique/vers-">https://www.jeuneafrique.com/1640715/politique/vers-</a>

## Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.

	<i>Jeuneafrique.com</i>	entre la Cedeao et l'Alliance des États du Sahel ?	13/12/2024	<a href="https://www.jeuneafrique.com/2024/12/13/un-divorce-a-la-carte-entre-la-cedeao-et-lalliance-des-etats-du-sahel/">un-divorce-a-la-carte-entre-la-cedeao-et-lalliance-des-etats-du-sahel/</a>
5	<i>Faso7 TV Youtube</i>	CEDEAO- AES : Déclaration des chefs d'États de l'AES	14/12/2024	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=vcDD82cHh68">https://www.youtube.com/watch?v=vcDD82cHh68</a>
6	<i>Rfi.fr</i>	Mali: Joliba TV n'est plus suspendue que pour six mois, la profession reste mobilisée	18/12/2024	<a href="https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241218-mali-joliba-tv-n-est-plus-suspendue-que-pour-six-mois-la-profession-reste-mobilis%C3%A9e">https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241218-mali-joliba-tv-n-est-plus-suspendue-que-pour-six-mois-la-profession-reste-mobilis%C3%A9e</a>

Source : Données tirées de l'étude, Zahouli, 2025

### 4.- Résultats et discussions de l'étude

#### 4.1.- De la prévention au règlement des conflits en passant par la gestion des crises : Fossé entre principe de départ et actions tardives et hâtives

110

L'objectif général de départ assigné à cette étude consiste à analyser la politique de communication de la CEDEAO pour gérer la crise entre la CEDEAO et les états de l'AES. En faisant l'état des lieux des interactions communicationnelles entre les parties-prenantes, un biais s'est dégagé dans la communication de la CEDEAO à travers les prises de paroles de certaines figures représentatives de l'institution.

Lors d'une interview accordée au magazine en ligne *Le Journal du Dimanche* du 24/01/2023 le Président ivoirien Alassane Ouattara déclarait concernant la crise au Mali :

« Si la situation n'évolue pas favorablement et rapidement, oui, il y aura une intervention militaire au Mali. Cela me paraît inévitable. Nous estimons qu'il faut bien évidemment privilégier le dialogue et des discussions sont en cours entre les présidents du Burkina Faso, du Nigeria et certains mouvements armés mais le dialogue ne pourra durer éternellement »

Entre déclaration et action réelle, la CEDEAO évolue dans l'inertie organisationnelle dans la mesure où ayant déjà échoué sur le plan de la prévention, l'initiative interventionniste est venue de la France face à la menace terroriste notamment avec l'opération

Serval lancée le 11 janvier 2013 puis Barkhane le 1<sup>er</sup> août 2014. Pour rappel, en termes de prévention, la CEDEAO et l'Union Africaine n'ont pu appréhender les conséquences de l'intervention occidentale en Lybie qui constituait un rempart à l'évolution du djihadisme, aux velléités sécessionnistes touarègues dans le cadre du Cen-Sad en observant plutôt un mutisme de laissez-faire. Naturellement, ces différentes actions militaires qui associent tout de même la participation des soldats de l'organisation va connaître un échec en mettant la région à sang du fait de l'islamisme terroriste malgré leur présence sur le théâtre des opérations.

Encouragé par la fébrilité des soldats français et alliés sous-régionaux, le terrorisme va s'étendre au Burkina Faso, au Niger et même jusqu'en Côte-d'Ivoire avec les attentats de Grand-Bassam en 2016 et revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) en réponse aux opérations Serval et Barkhane au nord Mali. Par effet métastatique, la violence terroriste va s'intensifier au Burkina Faso, au Nigeria, au Niger. Dès lors, c'est le début d'un changement de paradigme dans les Etats affectés qui ne vont voir le coup d'état comme alternative de prise en main. C'est le début de l'escalade verbal entre les parties prenantes à savoir les juntes militaires « soutenues par leur population (?) » et les dirigeants de la CEDEAO.

#### **4.2.- Médias AES versus médias CEDEAO et partenaires : vitrine des positionnements**

En ayant pour objectif d'identifier les facteurs du biais dans la communication de crise, la rupture diplomatique va se percevoir dans les différentes prises de parole.

Si la parole publique dans les Etats membres de la CEDEAO anti-putsch postule pour le retour à l'ordre démocratique et à l'ordre civil, elle se caractérise par des prises de parole hâtives et non fondées sur les principes de la communication de crise. Ce qui est l'une des faiblesses du système de communication. Cette remarque est corroborée par les sorties médiatiques des différents chefs d'Etat et de gouvernement.

En revanche, celle des pays de l'alliance se veut plus défensive et incisive. En effet, la volte-face de la CEDEAO le 09 février 2024 exhortant ces pays à privilégier le dialogue et la réconciliation, face aux incertitudes liées à leur retrait de la communauté n'a pas eu d'écho. Depuis les sanctions prises par la

## Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.

CEDEAO, les différentes juntes militaires ont donné une nouvelle orientation aux médias audio visuels publics ainsi qu'à la presse.

Les médias publics sont devenus les canaux de propagande pour les autorités militaires de par leurs contenus. A cors et à cris, la majorité des médias semblent "obligés" de jouer le jeu des militaires sur fond d'effort de guerre et de patriotisme. La raison de cette mainmise est celle de ne point avoir de voix discordantes quant à la lutte contre le terrorisme. Il y a donc une sorte d'unicité de la parole comme « autrefois dans les pays totalitaires » contre « l'impérialisme et ses valets locaux que seraient les autres pays de la CEDEAO, en particulier la Côte d'Ivoire régulièrement accusée de servir de base arrière » (affirmation mainte fois prononcées par le capitaine Ibrahim Traoré et relayée par les médias. « A bas la CEDEAO ! A bas le néocolonialisme ! A bas l'impérialisme ! A bas la France-Afrique ! ainsi que de nombreux verbatims du champ lexical de la diabolisation ou de l'accusation sont les maîtres-mots des médias de l'AES. Cette « réquisition des médias » s'étend progressivement aux médias sociaux numériques. Ainsi, pour consolider leur union pour "riposter" contre "l'ennemi" CEDEAO, une plateforme numérique commune a été créée à l'issue d'un atelier en aout 2024 et devrait émettre le 16 septembre 2024.

112

Toutefois, le revers d'une telle posture d'inféodation des médias privés et indépendants enfrenant dans son sillage la liberté d'expression a commencé à faire surface. Au Mali, *Joliba Tv*, organe indépendant, en fera les frais en voyant son signal interrompu par l'autorité de régulation en novembre 2024 sur injonction du Burkina Faso auprès des « frères d'arme du Mali ». C'est dans ce même pays que le quotidien *l'Observateur Paalga* a été entendu par le Conseil supérieur de la communication (CSC), le jeudi 28 novembre 2024 sans oublier une défiance frontale vis-à-vis de certains médias occidentaux. Ce constat est également corroboré par le corpus numéro 6 (rfi.fr Afrique du 18 décembre 2024). Au regard des différents positionnements désormais amplifiés par les médias sociaux, les États de l'Alliance semblent avoir pris le contrôle du discours au grand dam de l'instance dirigeante de la CEDEAO qui ne peut que souscrire à leur sortie définitive de la CEDEAO enclenchée.

Dans l'orientation théorique de ce travail, nous avons eu recours à la théorie de l'agir communicationnel du philosophe allemand Jürgen Habermas. L'agir communicationnel permet à l'individu d'exprimer sa citoyenneté. Alexandra Goujon a tenté de mieux expliquer la pensée de Jürgen Habermas. En effet, celle-ci

repose essentiellement sur l'égalité dans le processus de communication en donnant ses principales caractéristiques : (Goujon, 2015, p.41).

« La légitimité de l'action est fondée sur les compétences des participants à la discussion et leur aptitude à formuler des arguments rationnels capables de convaincre l'autre. La délibération démocratique correspond ainsi à un échange discursif supposé se distinguer des autres discussions politiques par son caractère égalitaire, inclusif et contradictoire, ainsi que par son insertion dans des processus qui conduisent à la prise de décision effective ».

Il s'agit donc de faire en sorte que l'on sorte d'une prise de parole injonctive pour aboutir à un débat délibératif via une inflexion institutionnelle qui accorde l'importance à la position des autres comme les états de l'AES. C'est cela la démocratie tant vantée. La théorie de l'agir communicationnel explique légitimement la communication de crise interrogée dans cette étude car la communication en société, du moins dans l'espace public reste fondamentalement un problème de cohabitation en société,

## Conclusion

113

---

La présente étude a eu pour objectif d'analyser la politique de communication de la CEDEAO pour gérer la crise. Pour ce faire, elle s'est bornée à interroger les facteurs explicatifs de la crise du dialogue sous-régional suite à la crise sécuritaire qui a fait le lit de la venue au pouvoir des juntes militaires. Elle se penche également sur l'évaluation de la réponse communicationnelle et la communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO. À l'analyse, les positions des responsables de la CEDEAO ne se sont alignées qu'à la suite des récriminations des médias occidentaux alors que l'institution prône une CEDEAO des Peuples. Les sanctions politiques et économiques en tout genre ont rompu avec l'approche endogène du vivre-ensemble. Cette analyse entrevoit pour les organisations une anticipation à travers la mise en place de système de communication de type gestionnaire et de prévention en s'appuyant sur les valeurs africaines de gestion de crise.

## Bibliographie

Agbobli, C. (2015). La communication internationale : état des lieux et perspectives de recherche pour le XXI<sup>e</sup> siècle. *Revue Communiquer*, 15(1), 65-84. Repéré à <https://doi.org/10.4000/communiquer.1678>

## Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.

Bamazé, E. (2024). Contribution pour une appréhension des coups d'État militaires de la troisième vague en Afrique. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(1)

Balima, S. (2024). Le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale. *Note d'analyse - Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)*, 2, 1-6. Repéré à [https://pscc.fes.de/fileadmin/user\\_upload/images/publications/2024/FES-PSCC-NoteAnalyse02-A4-FR-LowRes.pdf](https://pscc.fes.de/fileadmin/user_upload/images/publications/2024/FES-PSCC-NoteAnalyse02-A4-FR-LowRes.pdf)

Bogui, J. J. et Atchoua, J. (2019). Communication internationale, média diasporique en ligne et espace public en Afrique. *Communiquer*, 25, 5-21. Repéré à <https://journals.openedition.org/communiquer/3966#quotation>

Bogui, J. J. et Agbobli, C. (2017). L'information en périodes de conflits ou de crises : Des médias de masse aux médias sociaux numériques. *Communication, technologie et développement*, 4. Repéré <https://journals.openedition.org/ctd/10213?lang=en#quotation>

Bouchard, C. ; Bourassa D, C. et Le Gallo, S. (2018). Communication interculturelle et internationale : contributions à un champ d'études et de recherches en mouvance. *Revue Communiquer*, 24, 1-16. Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/communiquer/2018-n24-communiquer04624/1060087ar/>

Bougnoux, D. (2007). *Médias et démocratie. La fonction des médias dans la démocratie*. Paris, France : La documentation française.

Chomsky, N. et HERMAN, E. (2009). *La fabrication du consentement. De la propagande politique en démocratie*. Paris, France : Éditions Agone.

Chomsky, N. et Mchesney, R. W. (2009). *Propagande, médias et démocratie*. Montréal, Canada : Éditions Écosociété.

Derèze, G. (2015). *Méthodes empiriques de la recherche en communication*. Louvain-la-Neuve, Belgique : De Boeck.

Goujon, A. (2015). *Les démocraties. Institutions, fonctionnement et défis*, Paris, Armand Colin. Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel* (Tome 1). Paris, France : Fayard.

Habermas (1988), *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, France : Payot.

Hsab, G. et stoiciu, G. (2011). Communication internationale et communication interculturelle : des champs croisés, des frontières ambulantes. Dans C. Agbobli et G. Hsab (Dir.). *Communication internationale et communication interculturelle : regards épistémologiques et espaces de pratique* (p.9-26). Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.

Kiyindou, A. (2012). Technologies de l'information et de la communication et démocratie en Afrique. Dans. A. Amsidder et F. Daghami et F. Toumi F. (Dir.). *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud. Des médias classiques aux TIC* (Actes du colloque interdisciplinaire d'Agadir). Agadir : Maroc.

Koutroubas, T. et Lits M. (2011). *Communication politique et Lobbying*. Bruxelles, Belgique : De Boeck.

Laclau, E., (2000). *La guerre des identités : Grammaire de l'émancipation*. Paris, France : La Découverte.

Lamizet, B. (2008). *Le Miroir du politique. Enquête sur la communication politique*. Paris, France : Éditions Klincksieck.

115

---

Libaert, T. et Westphalen, M-H. (2012). *Communicator : toute la communication d'entreprise*. Paris, France : Dunod.

Maletzke, G. (1974). Intercultural and International Communication. Dans H. D. Fischer et J. C. Merrill (Dir.). *International communication* (2<sup>e</sup> éd.) (p. 477-484). New York, NY : Hastings House.

Pasquier, M. (2011). *Communication publique*. Paris, France : De Boeck

Pourtier, R. ; Dumortier, B. ; Magrin G. ; Mutin, G. et Stadnockj, R. (2017). *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*. Paris, France : Nathan.

RFI (2024). L'Alliance des États du Sahel veut créer sa propre plateforme numérique de médias. *Radio Rfi.fr* du 27/08/2024. Repéré à <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240827-l-alliance-des-%C3%A9tats-du-sahel-veut-cr%C3%A9er-sa-propre-plateforme-num%C3%A9rique-de-m%C3%A9dias>

## **Crise de la communication et communication de crise face au défi du vivre-ensemble dans l'espace CEDEAO.**

Rieffel, R. (2005). *Que sont les médias ?*. Paris, France : Gallimard, folio actuel.

Robinet, F. (2013). Journalistes, responsables politiques et militaires français en Afrique : une information en co-production (1994-2008) ?. *Relations internationales*, 153(1), 95-106.

Serres, M. (1992). *Le contrat naturel*. Paris, France : Flammarion

Yakoubi, F. (2014). *La communication publique de crise*. Paris, France : NHESJ (Collection Risques et Crises).

Zevounou, L. (2014). Ce que la crise du Niger dit du droit de la Cédéao. *Bulletin du CODESRIA*, 1, 29-36. Repéré à <https://hal.science/hal-04421298/document>